

1925

LA GUERRE

AUX TIMBRES SURCHARGÉS DE S. THOMÉ E PRINCIPE

Nous prions tous les marchands, et sociétés philatéliques, ayant des organes, l'extrême obligeance de faire part à leurs abonnés que le présent numero est envoyé gratis à tous ceux qui en feront la demande par carte postale à mon adresse

LISBONNE—Rua Aurea, 118

J. A. da Silva.

Les timbres provisoires de S. Thomé et Principe

Réponse au «Philatelist» de Lisbonne

Dans plusieurs numéros de son journal, Mr. F. A. Martins prétend d'abord que ces timbres sont faux; et après qu'ils sont des timbres de spéculation!

Il faudra préciser qu'il s'agit des timbres de S. Thomé portant la surcharge de 50 réis, sur 40 réis et de 2 1/2 réis, sur 5, 10, et 20 réis.

Enfin dans le n.º 8 de son journal Mr. Martins tombe dans le ridicule de prendre des airs d'une autorité, que personne ici ne lui reconnaît; et il a même assez de toupet pour m'adresser des questions, pour me confondre, au lieu de fournir des pièces à l'appui de ses assertions gratuites.

Je me abstiendrai d'imiter son verbiage commerciale et je me bornerai à corriger l'individu qui rend palpable son dépit d'avoir échoué dans son plan de me faire chanter!

Mon petit bonhomme a l'air d'être satisfait, en se rapportant à quelques pièces officielles que m'ont été adressées par la Direction générale des postes.

Parmi ces pièces (d'après lui) il y en a une qu'il considère irrésistible, ce pauvre Mr. Martins, c'est la communication datée du 14 Décembre 1889!

Cependant... il a jugé convenable d'en faire un petit roman sur moi dans sa reproduction des périodes les plus importantes, et qu'il a littéralement traduits; sont comme suit:

Lorsque cette division a livré son arrêt du 27 Septembre dernier, dont vous vous occupez dans votre note sous n.º 124 du 18 Novembre, elle ignorait la cause qu'avait déterminé la disparition soudaine des timbres du taux de 5 réis.

Elle aurait agi bien autrement, et au lieu de vouloir être informée d'avance, aurait fait voir immédiatement les inconvénients qu'il en résulterait en sacrifiant les intérêts publics et particuliers à une hardie spéculation mercénaire, comme elle ne peut laisser de classer l'achat d'une énorme quantité de formules d'affranchissement, fait dans le seul but, reconnu et déclaré, de les lancer dans les marchés à l'étranger.

Il faut être aussi obsédé que Mr. Martins veut le paraître pour ne pas comprendre après ce qui précède:

1.º Que les timbres qui manquaient en circulation étaient ceux du taux de 5 réis.

2.º Que la Direction générale des postes par la communication que lui a été adressée par l'administrateur des postes en lui faisant connaître que un anglais Mr. Burt avait acheté une grande quantité de ces timbres (2500) pour les envoyer à Londres, n'ignorait pas que dans ces conditions le temps manquait pour les requesiter à la metropole.

3.º Que, par conséquent la spéculation mercénaire dont il s'agit dans la susdite communication, est représentée par l'opération faite par la vente à Mr. Burt, et non pas par le fait des surcharges.

4.º Que, en admettant que la communication se rapportait au fait des surcharges, sur ce dernier point il n'y aurait à considérer que les timbres surchargés de 5 réis sur les taux de 10 et 20 réis. (Ces derniers sont indiqués comme authentiques sur les catalogues de Mr. Martins!!!)

Et que rien n'était question par rapport à ceux de 50 sur 40 réis et 2 1/2 sur 5, 10, et 20 réis, lesquels Mr. Martins veut faire croire que la communication qualifie de spéculation.

Reste encore à voir que la célèbre communication dont a été question, se termine comme suit:

Malgré ces observations, cette Direction générale, par égard au bon service prêté par votre excellence, et à votre zèle, qu'elle reconnaît, mettra un terme à ce sujet; et tiendra comme satisfaisants ces timbres; tout en espérant que ces faits ne se répètent plus.

De tout ce que vient d'être exposé il en résulte:

1.º Que les timbres aux quels la communication se rapporte sont ceux du taux de 5 réis, noir, de l'émission de 1886, et pas à aucune des surcharges.

2.º Que, si même on pourrait admettre qu'il y eut un rapport quelconque ce ne serait que pour la surcharge de 5 réis sur 10 et 20 réis et pas pour celles de 50 sur 40 réis; et 2 1/2 sur 5, 10 et 20 réis.

3.º Que la communication ne fait que ratifier la mesure prise, comme utile et indispensable; en reconnaissant mon zèle et ma bonne conduite dans cette affaire.

4.º Que là dessus Mr. Martins fait sa chanson d'après ses intérêts; et qu'à sa manière il médit de la marchandise qu'il a laissé échapper faute de conscience et de habileté, voilà tout!

Ces articles sont accompagnés des pièces à l'appui nécessaires, et dont l'authenticité est indiscutable. pages 5, 6 et 8.

Les surcharges des timbres de S. Thomé et Principe ont été autorisées par qui de droit, soit par le gouverneur de la province.

La Direction générale des postes les a approuvées; les timbres ont été en circulation légalement; ce que Mr. Martins n'ose pas contester... tous ses arguments sont, donc... un comble!!...

Avant de terminer mes explications au public je dois dire que, si en voyant la sottise accusation de mon adversaire j'ai pris la résolution de taper dessus, ce n'est pas la crainte de perdre de gros bénéfices que je devrais attendre de mes affaires sur les provisoires que je possède qui m'a encouragé à prendre m'a revanche.

Au fait, je ne suis pas marchand.

Mais j'ai entrepris d'échanger mes provisoires contre d'autres specimens pour ma collection; et pour cela je me suis adressé à quelques maisons des plus respectables dans ce genre de commerce.

Que l'on juge de ma stupéfaction en voyant mes timbres refusés, comme faux; et pis encore, mon caractère mal considéré, grace à l'auctorité d'un fameux crétin qu'a pris le titre pompeux de «Centro Philatelico Portuguez» qui ne se compose que de lui seul!

Mon Caino aurait bien toute liberté de vendre ses cigarettes, ses billets de la loterie, ses melons d'eau, et ses timbres postes, pourvu qu'il ne vienne dans un accès de folie me blesser dans mon honneur, par le même procédé des inconnus qui passent.

Aussi tout ce que je signifie dans ce que je viens de dire c'est le correctif appliqué à propos à l'inconnu.

Carta da casa Mattos & C., de Lisboa

Ex.º Amigo e Sr.

Recebemos o favor de V. , que agradecemos, pelo prazer que nos causou e pelas expressões amáveis que V. nos dirige. cremos que V. se engana, emquanto a nossa elevada competencia em assumptos philatelicos. Como, porém, V. Ex.ª nos faz umas perguntas, a que desejava respondermos, com a nossa habitual franqueza e lealdade, isso vamos fazer, declarando, todavia, que não temos a pretensão estulta de dizer a ultima palavra sobre taes assumptos. Ahi vão, pois, as nossas respostas, sem rodeios, e sobre tudo, livres de qualquer motivo de interesse ou especulação mercantil.

1.ª— pergunta-nos V. qual a nossa opinião sobre a legalidade da existencia dos sellos de S. Thomé de 2 1/2 réis sobre 5, 10 e 20 réis.

Desculpe-nos V. que, com a nossa rudeza costumada, lhe digamos, que, achamos extemporanea, por inutil, tal pergunta, por isso que não nos consta que ninguem con-

teste a *existencia legal* de taes sellos, e nem mesmo o uso que d'elles se fez para franquia! E' verdade que, em um numero qualquer da um jornal philatelico, vimos que se arguiam taes sellos de *não existentes, legalmente*, e portanto, sem valor algum philatelico, todavia, nos numeros seguintes, vimos que, ou o redactor proprietario do jornal, ou quem quer que fosse, reconsiderára e passava a apodal-os simplesmente de — *sellos de exploração mercantil* — o que nos fez concluir que em breve nós veriamos o mesmo jornal d'ahi a dias declarar que — *as sobrecargas em questão eram as unicas com valor e existencia real, palpavel, tangivel, etc., etc.*

Já V. vê, pois, que sendo aquelle o unico jornal que negou a existencia legal dos referidos sellos, é este tambem, quem depois nega o que anteriormente dissera, apodando-os apenas de *sellos de exploração, e que por esse facto não decem ter lugar em uma colleção seria* (diz elle), e como V. e todo o mundo vê bem, esta ultima accusação cae pelo ridiculo — *é batofa* — e representa apenas o ultimo e mal reparado reducto onde se refugiou quem *fugiu antes mesmo de ser atacado*. E' caso para V. perguntar: — *Como classifica o sabio e conspicuo auctor do artigo as sobrecargas de Macau, Timor e Moçambique? As sobrecargas das colonias francezas? Os formosissimos sellos columbianos dos E. Unidos e da Argentina, os sellos da companhia Seebeck, os formosissimos sellos de Borneo, Labuan e Congo, etc., etc? os nossos célebres Henriquinos que tão preconizados foram? e por ultimo, as tão decantadas sobre cargas de Macau, em avos?...*

Em summa, cremos ter deixado bem explicita a nossa opinião sobre taes sellos e de mais V. Ex.^a, sem duvida, publicará os documentos officiaes que nos mostrou já, e elles melhor do que nós respondem a tudo.

2.^a — Pergunta-nos V. Ex.^a, quaes, segundo a nossa opinião, foram as obliterações uzadas nos sellos de Macau e Guiné, typo corôa?

Como V. sabe, ha carencia absoluta de documentos officiaes para justificar qualquer opinião sobre este assumpto; por tanto, tudo quanto dizemos foi-nos fornecido por um exame consciencioso e aturado, e por deducções logicas dos factos.

A nosso vêr, o unico carimbo de inutilisação usado em Timor nos sellos de corôa, foi o formado por uma corôa real assente sobre cinco circulos concentricos, dos quaes, os tres primeiros formam, por assim dizer, um só, e os dois internos do mesmo modo muito proximos deixando no centro um circulo *espaço* em branco (lugar occupado pela data escripta á mão). O circulo maior mede 42^m de diametro e o espaço comprehendido entre os tres primeiros circulos e os dois ultimos mede 5^m de largura.

Temos visto já, *authentically* obliterados, com carimbo, hoje usado, (de forma circular denominado marca do dia, *dateur mechanic*) os sellos das taxas de 20 réis, rosa, e 80 réis, pardo, *unicos* que, a nosso ver, fazem excepção.

Emquanto aos sellos de Guiné, typo corôa, estão quasi em circumstancias analogas aos de Timor. A nosso vêr, só um unico carimbo foi uzado para obliterar os sellos de corôa, na Guiné, e foi este o formado por circulos concentricos, sendo o do centro, cheio.

Esta obliteração era feita com tinta ordinaria de escrever. O circulo maior mede 44^m de diametro, o circulo cheio do centro tem 12^m de diametro e cada circulo exterior tem 4^m de espessura. Encontram-se, tambem, como excepção a esta regra, *authentically* uzados, os sellos de 20 réis, rosa, e 40 réis, amarello, com o carimbo oblongo de Bisau, *unicos* que nos consta fizeram excepção. — A descripção dos carimbos é bastante difficil, desacompanhada de gravuras, por isso V. Ex.^a nos desculpará se ella é incompleta. — Costuma-se, geralmente, invocar, como garantindo a *authenticidade* da obliteração de alguns sellos, typo corôa, uma celebre portaria inserta no *Diario do Governo* de 26 de março de 1889, que diz que — *constando que em algumas provincias ultramarinas se franqueiam correspondencias com sellos de corôa, substituidos ha 3 annos, o que demonstra a circulação commum de ambos os padrões, e pode dar lugar a abusos era detrimento da fazenda das mesmas provincias; e sendo mister evitar taes abusos e manter exclusivamente em circulação os sellos para isso emittidos: manda Sua Magestade..... revalidar pela presente portaria o preceito intuitivo que sobre a caducidade dos sellos de corôa dimanava da sua substituição por sellos do novo padrão: e outro sim ordena... que se prohiba terminantemente a venda ou troca de sellos caducados, etc., etc.*

Vamos a um pouco de historia, que é necessaria.

Como V. sabe, os sellos de corôa foram reliados da circulação em 1886, e em 1888 o governo e o ex.^{mo} director da Casa da Moeda, torpemente illudidos, resolveram vender o stock d'esses sellos, existente n'aquelle estabelecimento, e de facto essa venda fez-se a um preço mais do que ridiculo.

N'essa occasião, varios jornaes berraram e barafustaram com o caso, e por fim, *diz-se*, constou ao governo a

exploração que a portaria citada veio acabar. O que ha de verdade n'este assumpto?... Nós não o sabemos, mas o que é facto, porém, é que o governo em 1889, viu que o emprego dos sellos de corôa na franquia era *um abuso em detrimento da fazenda das provincias ultramarinas!!!* e tanto, que na portaria citada não diz *prevenir* um abuso, mas sim *evitar*, o que em boa hermenutica significa, que o abuso já existia!!!

O *abuso*, comprehendemos nós, visto que esses sellos tinham sido substituidos, mas o *detrimento da fazenda*... só poderá explicar-se... vendendo-se os ditos sellos por menos do seu valor facial, e isto não o podiam fazer as administrações do correio, ou repartições de fazenda, que tinham que prestar contas: quem o podia fazer, pois?

V. e o publico intelligente que respondam.

Por tanto, já V. vê, que esta portaria tem apenas por fim irrogar uma censura e evitar um... (classifique V. o acto) praticado contra a fazenda, e nunca pode dar *authenticidade* á obliteração de uns sellos, que ella declara expressamente *abusivos*; ora, se nós regeitamos das nossas colleções os sellos de Melilla e Sedang, e os sellos falsos, que *positivamente circularam no correio*, porque os consideramos *abusivos por não ter sido auctorizada* a sua circulação, deveremos colleccionar os sellos de corôa, tendo circulado, ou obliterados, depois de 1886, quando é o proprio governo que em um documento official lhes tira toda a validade declarando-os expressamente *abusivos*? Basta, pois, sobre tal assumpto, que nos incommoda pelas miserias que deixa antever, e concluiremos a nossa resposta á sua segunda pergunta dizendo — *não é qualquer philatelico mais ou menos abalisado, é o Governo Portuguez, que expressamente declara, na Portaria de 26 de março de 1889, abusivo o emprego, para franquia, dos sellos de corôa, desde que foram postos em curso os sellos do novo padrão, portanto—os sellos de corôa inutilizados depois de 1886 tem o valor philatelico que podem ter os de Melilla ou os de Sedang.*

Em áparte, devemos declarar a V., para seu governo e de todos os colleccionadores, que, ao que nos consta, nos 3 annos que decorreram de 1886 a 1889 foram obliterados, talvez, mais sellos de typo de corôa que sellos tem sido obliterados desde o estabelecimento dos sellos de franquia para as nossas colonias até hoje. Veja V. que de *maravilhas* ahi andam espalhadas por esse mundo philatelico.

Falla-nos V. ainda na criação de um jornal *puramente* philatelico e pede-nos a nossa humilde coadjuvação. Esta já vae excessivamente longa para que possamos responder-lhe como desejavamos, e por isso, diremos simplesmente, que achamos admiravel a idéa, mas, irrealisavel.

Os odios miseraveis e as invejas mesquinhas, inventariam immediatamente as calumnias mais torpes e mais abjectas para disvirtuarem tudo e todos. Em breve V. veria que o jornal era obrigado a envolvêr-se em polemicas asquerosas, respondendo a quem lhe não merecia tal. Repugna-nos questões d'esta ordem e por isso agradecemos a V. a honra que nos fez com o seu convite, que não podemos acceitar.

Diz-se, que no nosso desgraçado paiz se salientam duas classes de individuos—os invejosos infrenes—e os indifferentes, nós não querendo pertencer á 1.^a classe, consentimos que nos classifiquem na segunda, e por isso nos limitamos a rir, quando vemos as jogralidades de certos *dentistas de feira*, e ás vezes, quando, por ventura, elles se queiram aproximar um pouco de nós, apenas... *os empurraremos com o bico da bota.*

Terminamos agradecendo novamente a V. a fineza da sua carta e subscrevendo-nos

De V.

Attentos, veneradores e obrigados

Mattos & C.^a

Lettre de la Maison Mattos et C.^{ie}, de Lisbonne

Monsieur

Nous avons bien reçu votre honorée, et vous remercions pour le plaisir qu'elle nous a fait et pour les aimables expressions que vous nous adressez. Nous croyons que, vous nous flattez, en ce qui concerne notre *haute* compétence en matière philatélique, néanmoins, comme vous nous posez des questions, sur les quelles vous désirez nôtre avis franc et loyal, nous le ferons, en déclarant cependant, que nous n'avons pas la *folle prétention* de dire le *dernier* mot sur ce sujet.

Voici, donc, nos réponses, sans détours, et surtout complètement desintéressées et libres de toute spéculation

commerciale. — 1.^o Vous nous demandez notre avis sur la légalité de l'existence des timbres-poste de S. Thomé de 2 $\frac{1}{2}$ réis sur 5, 10 et 20 réis.

Vous nous excuserez, si, avec notre franchise habituelle, nous vous disons, que, nous trouvons actuellement inutile, une telle question, vu que nous n'avons pas entendu dire que quelqu'un ait contesté l'existence légale de ces timbres, de même que l'usage qu'on en a fait pour l'affranchissement.

Il est vrai, que dans un numéro d'un journal philatélique que nous avons lu que ces timbres étaient accusés, de ne pas avoir une existence légale, et par conséquent sans aucune valeur philatélique, toutefois, dans les numéros suivants, nous avons vu, que, le rédacteur propriétaire du journal, ou un autre quelconque, avait réfléchi, et se contentait tout simplement de les désigner par timbres d'exploration mercantile — d'où nous en avons déduit que, sous peu nous verrions le même journal faire part à ses lecteurs que — *Les surcharges en question étaient les seules ayant de la valeur et existence réelle, incontestable; palpable*.....

Vous voyez donc que ce journal ayant été le seul qui a nié l'existence légale des dits timbres, est aussi lui qui nié également ce qu'il avait dit auparavant en les désignant simplement par — timbres d'exploration — et que pour ce motif ils ne doivent pas avoir de place dans une collection sérieuse or, comme vous, tout le monde voit bien, que cette dernière accusation devient ridicule — elle est bouffonne — et peut être comparée à la dernière redoute, qui mal réparée a servi de refuge à l'ennemi qui a pris la fuite avant même d'être attaqué.

C'est à vous de lui demander — Comment classifie l'intelligent et compétent auteur de l'article les surcharges de Macáu, Timôr et Mozambique? les surcharges des Colonies Françaises? Les superbes timbres du centenaire de Christophe Colon aux Etats Unis, et de l'Argentine, les timbres de la C.^{ie} Seebeck, les chefs d'oeuvre, tels que les timbres de Bornéo, Labuan, Congo, etc, etc?... nos célèbres timbres du Centenaire de l'infant D. Henrique qui ont été si *prônés* et dernièrement les surcharges si renommées de Macau en avos?

Bref: nous croyons avoir donné bien clairement notre avis sur ces timbres, et en outre vous publierez, sans doute, les documents officiels que vous nous avez déjà soumis, et ceux-ci, mieux que nous, répondront à tout.

2.^o Vous nous demandez aussi, d'après nôtre opinion, quelles ont été les oblitérations employées sur les timbres poste de Timôr et Guiné, type *couronne*.

Comme vous savez il n'y a pas de pièces officielles pour justifier une opinion quelconque à ce sujet, donc, tout ce que nous disons nous est fourni, seulement par une observation soigneuse et assidue, et par des déductions logiques des faits.

Selon nous, le *seul* cachet d'oblitération ayant servi à Timor aux timbres de couronne, représentait, une couronne royale surmontant 5 cercles concentriques, dont les 3 premiers sont très rapprochés n'en font pour ainsi dire qu'un seul et les 2 intérieurs, également très rapprochés, laissant au centre un cercle en blanc (cet espace était réservé à la date écrite à la main).

Le grand cercle a 0^m,042 de diamètre et l'espace compris entre les 3 premiers cercles et les deux derniers a 0^m,005 de largeur.

Nous avons déjà vu *authentiquement* oblitérés avec le cachet employé à présent de forme circulaire appelé — *marque du jour* — (dateur mécanique) des timbres des valeurs de 20 réis rose et 80 réis gris *les seuls* que, selon nôtre avis, font l'exception.

Quant aux timbres de Guiné type couronne, ils sont presque dans des conditions analogues à ceux de Timôr.

A notre avis, un seul cachet a été employé pour oblitérer les timbres-poste de couronne de Guiné, et, il était composé de cercles concentriques, plein celui du centre. Cette oblitération était faite avec de l'encre ordinaire à écrire. Le grand cercle a 0^m,044 de diamètre, le cercle plein du centre a 0^m,012 de diamètre, et chaque cercle extérieur a 0^m,004 d'épaisseur. Nous avons aussi trouvé, faisant exception à cette règle, authentiquement uzés, les timbres de 20 réis rose et 40 réis jaune avec l'annulation ovale de Bissau. Ce sont *les seuls* que nous connaissons faisant exception.

La description des cachets d'annulation est très difficile, car elle est privée de gravures, et pour cela, vous nous excuserez si elle n'est pas assez détaillée.

On a généralement l'habitude d'invoquer, pour garantir l'authenticité des oblitérations de quelques timbres, du type couronne, une célèbre ordonnance insérée au journal officiel (*Diario do Governo*) du 26 Mars 1889, dont le contenu, est le suivant, — comme il prouvé que est dans *quelques* provinces d'outremer des correspondances sont affranchies avec des timbres-poste de couronne, *substitués il y a déjà 3 années*, ce qui prouve la circulation commune des deux types, et cela peut donner lieu à *des abus* au détriment

des revenus des mêmes provinces; et comme il est *nécessaire d'éviter ces abus* et de maintenir exclusivement dans la circulation, les timbres *émis*, pour cela ordonne Sa Majesté.....

De rendre sa validité par la présente ordonnance à l'arrêté, que, par la déchéance des timbres-poste de couronne, leur *substitution* devait être faite par des timbres-poste du nouveau type en outre ordonnée... qu'on défende expressément la *vente* ou l'échange des timbres-poste substitués. etc. etc »

Nous allons nous aider en citant quelque fait historique ce qui au reste est nécessaire.

Comme vous le savez les timbres-poste type couronne ont été retirés de la circulation en 1886, et au mois de mars 1888 le gouvernement et le Directeur de la monnaie hautement trompés, ont résolu de vendre le *Stock* de ces timbres existant dans cet établissement, et en effet la vente s'est réalisée à un prix plus que ridicule.

Dans le temps divers journaux ont crié comme si on les écorchait, ont longtemps débattus le cas et à la fin, dit-on le Gouvernement a pris connaissance de l'exploration à la quelle la susdite ordonnance venait mettre fin.....

Qu'est ce qu'il y a de vrai dans cette affaire?... nous, n'en savons rien, néanmoins le cas est qu'en 1889 le Gouvernement a reconnu que l'usage des timbres poste type couronne pour l'affranchissement était *un abus au détriment des revenus des provinces d'outremer!!!* et à tel point qu'à l'ordonnance ci desous on ne dit pas *prévoir* un abus, mais *éviter* ce qui en bonne hermeneutique signifie que l'abus *existait* déjà.

Nous comprenons l'*abus* vu que ces timbres avaient été substitués, mais préjudier des revenus... seulement pourra s'expliquer... en vendant les dits timbres à un prix inférieur à leur valeur nominale et ce qui ne pouvait pas être fait ni par les administrations des postes ni par les administrations du fisc que devaient rendre leurs comptes.

Qui pouvait donc le faire? Vous, et le public intelligent nous répondrez.

Vous voyez déjà pourtant que cette ordonnance a un seul but imposer la censure et éviter un... (classifiez vous même l'acte) pratiqué contre le fisc et jamais de donner de l'authenticité aux oblitérations des timbres qu'elle déclare *expressément* comme *abusifs*; or si nous n'admettons pas dans nos collections les timbres de Melilla et Sedang et les timbres faux que ont assurément circulé, puis que nous *les regardons* comme abusifs vu que la circulation, n'a pas été autorisée, est ce que nous devons collectionner les timbres type couronne, ayant circulés ou ayant été oblitérés après 1886, lors que c'est le Gouvernement même dans un document officiel qui leur enlève toute validité en les déclarant *expressément abusifs!*

C'est déjà plus qu'il n'en faut sur ce sujet qui nous repugne avec les misères qu'il nous laisse prévoir.

Nous terminerons nôtre réponse à votre deuxième demande en vous disant.

Ce n'est pas un philatliste (plus au moins renommé) mais bien le Gouvernement Portugais qui *expressément* déclare par l'ordonnance du 26 Mars 1889, *abusif* l'emploi, pour l'affranchissement des timbres type couronne, à partir de l'émission des timbres du nouveau type; donc les timbres type couronne oblitérés depuis 1887 ont la même valeur philatélique que peuvent avoir ceux de Melilla ou de Sedang.

Particulièrement, nous devons vous déclarer pour votre gouverne et celle de tous les collectionneurs, que nous croyons que pendant les 3 années qui s'écoulaient de 1886 à 1889 il a été oblitérés peut être plus de timbres type couronne qu'il en a été oblitérés dès l'établissement du service postal aux colonies jusqu'à ce jour!... Voyez donc, Monsieur, que *de merveilles* sont répandues, dans ce monde philatélique!

Vous nous entretenez encore de la fondation d'un journal essentiellement philatélique et vous nous priez de vous prêter notre humble concours.

La présente, devient déjà excessivement longue pour que nous puissions encore vous répondre comme nous le désirions c'est pourquoi nous vous dirons seulement que nous trouvons cette idée admirable, mais... impraticable.

De misérables haines et une d'abonné mesquine emploieraient sans doute, immédiatement les plus deshonorantes et les plus basses calomnies dans le but de brouiller le tout, vous Monsieur, et tous, vous veriez alors sous peu, que le journal serait forcé à ouvrir des débats repoussants pour répondre à des gens qui ne le mériteraient pas.

Des questions de cette ordre nous repugnent et pour cela nous vous remercions de l'honneur de votre invitation que nous regrettons de ne pas pouvoir accepter.

On dit que dans notre malheureux pays on distingue deux classes de monde les envieux enragés et les indifférents — nous ne désirant pas appartenir à la première classe, consentons qu'on nous place dans la seconde c'est pourquoi nous nous bornons à rire quand nous voyons les bouffonneries de tel ou tel farceur *mais* et si parfois ils dé-

siraiet s'approcher de nous alors nous les refuserions d'un coup de pied.

En terminant nous remercions bien sincèrement les paroles obligantes de votre lettre et restons Monsieur.

Vos dévoués
(S.) Mattos & C.^a

Opiniões ácerca das sobrecargas de S. Thome e Principe

Lisboa 1 d'abril de 1895.

Senhor:

Teve V. a delicadeza de, em sua carta de 28 de março findo, pedir a minha opinião ácerca das asserções que certo jornal philatelico fizera relativamente aos sellos sobretaxados de S. Thomé. Julgarei, segundo a rasão e os factos.

Os documentos que V. me apresentou, além do que eu já sabia sobre os referidos sellos, tornam-os, para mim, tão authenticos, como todos aquelles que, como elles, teem creação official. Não ha, a tal respeito, a minima duvida.

E' surpreendente que tendo-se bem publicamente vendido, ou annunciado, a preços verdadeiramente fabulosos, as referidas sobrecargas, hoje, depois de se lhe tirar lucro enorme (por que, por exemplo o 50 sobre 40, era vendido de 3 a 4 mil réis) se deem essas sobretaxas, primeiro como falsas, depois como especulativas! E, dizendo-se que ellas *illudiram a nossa boa fé*, torna-se para um negociante tal asserção verdadeiramente um triste documento porque evidencia a falta de cuidado do qual resulta o *prejuizo* do colleccionador. No sello estrangeiro o erro é possivel; e, então, o negociante honesto torna publico o erro, restituindo o dinheiro recebido, em troca da falsidade vendida. No sello nacional, porém, será admissivel a venda sem que se esteja certo da authenticidade do sello? Será possivel que d'uns sellos, de emissão relativamente moderna, só passados bastantes mezes se saiba e diga que se foi illudido? Que confiança terá, quando assim se proceda, o garantir-se a authenticidade de quaesquer outros sellos? Não poderá, porventura, o colleccionador receiar que, passados bastantes mezes, o negociante que tal affirmou, lhe diga que a sua *bôa fé* foi illudida e que taes sellos são falsos?

De resto, V. não tem muita razão para se queixar do jornal que tratou este assumpto. Elle, mesmo, quasi fez *amende honorable* quando só taxou de especulativos os sellos em questão; porque, sendo todo o sello especulativo, desde a sua creação para o franqueio até á sua venda para o colleccionamento, provado fica que os sellos de S. Thomé são bons.

Eu, não admiro tanto dizer e desdizer.

Ha tempos, fui testemunha da syndicança feita á Caixa d'Auxilios dos empregados telegrapho-postaes a qual era maltratada porque vendera baratos os seus sellos. Pois bem, sabe V. o que é notavel? E' que ninguém annunciara venda de sellos iguaes aos da Caixa, em condições de tanta barateza, como o individuo que creio machinou a syndicança! E de tudo resultou o ficar a Caixa perfeitamente illibada, e julgados como caracteres honestos e probos todos os individuos que n'aquellas operações da Caixa se ingeriram.

O notar-se que o 2 1/2 se impozesse em 3 ou mais taxas de S. Thomé, é simplesmente risivel não só porque podia não convir o desfalcocar uma ou duas taxas ao stock existente *para não faltarem por sua vez*, como tambem porque é simplesmente estapafúrdio da nossa parte, negociantes, ou colleccionadores de sellos, dirigir censuras ás autoridades postaes porque estas criam o que lhes convem, para o serviço publico e *deixam de crear* o que nos convem.

Ha, porém, como em tudo, a verdadeira nota comica, n'este negocio.

No n.º 6 de que acima fallo *do tal* jornal philatelico lê-se «que tendo a Direcção dos Correios determinado se impozesse a sobretaxa de 2 1/2 réis em todos os sellos (continentaes) da ultima emissão de D. Luiz, á medida que elles fossem substituidos» tal medida *era aceitavel*. E é este mesmo papel que se levanta para estranhar e se indignar que em S. Thomé se sobrecarregassem 3 taxas diversas com a de 2 1/2 réis! Note-se, aqui eram 12 taxas sobrecarregadas; aqui existia o 2 1/2 réis para o serviço de jornaes, em S. Thomé essa taxa *faltava!*

Hein! Explicação: aqui as sobrecargas davam lucro enorme ao negociante que abafasse duas ou 3 taxas; e foi porque eu e outro cavalheiro mostrámos ao sr. Visconde de Chancelleiros, então ministro das Obras Publicas, que tal medida prejudicava o serviço postal pela grande confusão das variedades sobretaxadas, perdendo o thezouro publico porque desmonetisava o sello até ao infimo, que S. Ex.^a, sobre proposta nossa, resolveu que o stock de D. Luiz continuasse até findar no curso postal, mas conservando-lhe o valor facial com poucas modificações.

Eis, a explicação dos provisórios.

Resumindo: em S. Thomé 3 taxas sobrecarregadas com o 2 1/2 réis é especulativo, no continente, 12 taxas igualmente sobretaxadas—*aceitavel*. . . Ora historias!

(S.) José Pinto C. Branco.

Opinions sur les surchargés de S. Thome e Principe

Lisbonne le 1 avril 1895.

Monsieur.

Vous avez eu l'obligeance de me demander par votre lettre du 28 Mars écoulé mon avis sur des insinuations (assertisus) qu'un journal philatelique avait fait au sujet des timbres de surcharges de S. Thomé; je baserai mon avis sur la raison et par les faits.

Les documents que vous m'avez soumis, sans parler de ceux que je connaissais déjà, les rendent pour moi aussi authentiques que tous ceux que de même ont émission officielle. Là dessus il n'y a pas, le moindre doute.

Il est surprenant qu'après avoir été bien publiquement vendues ou annoncées à des prix vraiment fabuleux les dites surcharges, après en avoir retiré d'énormes profits (puis que par exemple le 50 sur 40 était vendu de 3 à 4 mille réis) on donne maintenant ces surcharges, d'abord comme étant fausses, ensuite comme étant spéculatives! Et ont dit quelles ont *trompé notre bonne foi*, cette assertion faite par un negociant est un document vraiment déplorable car il met en évidence une négligence d'où provient un dommage subi par le collectionneur.

Avec le timbre-poste étranger l'erreur peut se commettre, mais alors, le negociant sérieux fait connaître publiquement son erreur en restituant l'argent reçu en échange de la contrefaçon (fumisterie) vendue.

Pourtant avec le timbre-poste national sera-t-il admissible de le vendre sans qu'on soit sûr de l'authenticité du timbre?

Sera-t-il possible que, pour les timbres-poste d'émission relativement moderne on ne sache et qu'on ne fasse part qu'on a été trompé seulement après que plusieurs mois se seront écoulés?

Quelle confiance nous inspirera la garantie de l'authenticité de tels ou tels timbres quand on agira de nouveau de cette façon?

Par hasard, le collectionneur ne pourra pas craindre que le marchand qui lui aura fait cette garantie déclare quelques mois après, que sa bonne foi a été trompé et que les timbres en question sont faux?

Vous n'avez du reste pas à vous plaindre du journal qui s'occupe de cette affaire. Le même journal a fait presque *amende honorable* lors qu'il taxa seulement de *spéculatifs* les timbres en question; car, tous les timbres étant spéculatifs, dès leur émission pour l'affranchissement jusqu'à la vente pour collections, il reste justifié que les surcharges de S. Thomé sont tout ce qu'il y a de mieux.

Je ne m'étonne pas de tant dire et contredire pour ainsi dire simultanément. Il y a quelque temps, j'ai été témoin dans une enquête qui a été faite à la caisse auxiliaire des Employés des Postes et Telegraphes, laquelle avait été accusée d'avoir gâté le commerce de ses timbres. Et bien, savez vous ce qu'il y a de plus remarquable à cela?

C'est que personne annonçait à si bon marché la vente de timbres égales à ceux de la Caisse, que l'individu qui à mon avis avait donné lieu à l'enquête!

Il en est résulté de tout cela que la Caisse a été reconvenue intacte et libre de toute appréciation sur les caractères honnêtes et probes de toutes les personnes que avaient pris part à ces opérations de la Caisse.

Il est à remarquer qu'on a fait le surcharge 2 1/2 réis sur 3 ou 4 valeurs de S. Thomé, et cela est simplement ridicule car il pourrait arriver qu'il ne convienne de retrancher une ou deux valeurs au *Stock* existant et encore car il est simplement stupide de la part des marchands ou collectionneurs d'adresser des reproches aux autorités postales puis que celles-ci émettent ce qui convient ou est nécessaire au service public, non ce qui nous convient.

Tout-à-fait il y a pourtant comme dans toute chose un côté comique dans cette affaire c'est que dans le N.º 6 du journal philatélique dont je parle plus haut on lisait «que la Direction des Postes ayant résolu de surcharger de 2 1/2 réis tous les timbres (continentaux) de la dernière émission de D. Luiz, au fur et à mesure qu'ils seraient substitués» et que cette disposition *était acceptable*.

Or c'est cette même feuille que se revolte pour trouver étrange et blâmer qu'à S. Thomé ou ait surchargé 3 valeurs diverses avec 2 1/2 réis! On doit bien remarquer qu'au continent il y avait 12 valeurs à surcharger, existant en outre le 2 1/2 en cours pour l'affranchissement special des journaux; à S. Thomé il n'y en avait pas.

Qu'en dites vous! Explication. Au continent les surcharges faisaient un profit tout clair au marchand qui'eusse accaparé deux ou trois valeurs.

Moi et un autre collectionneur avons fait remarquer à Monsieur le Vicomte de Chancelleiros, dans le temps Ministre des Travaux Publics, qu'une telle mesure était nuisible au service postal à cause de la grande confusion des variétés à surcharger, et de plus qu'il y aurait de la perte pour le Trésor Public vu que l'on démonétisait le timbre jusqu'à l'infime, c'est pourquoi Monsieur le Ministre, sur notre proposition a résolu que le *Stock* de D. Luiz serait valable jusqu'à son épuisement, en lui conservant sa valeur faciale, avec peu de modifications.

Voici l'origine des «Provisórios».

En abregéant: à S. Thomé 3 valeurs surchargées de 2 1/2 réis deviennent spéculation; au continent, 12 valeurs également surchargées *étaient acceptables*. . . C'est drôle. . . .

Veillez agréer Monsieur mes bien cordiales salutations.

(S.) José Pinto C. Branco.

* * *

Ex.^{mo} Sr.

Tendo á pressa respondido á carta de V. de 28 de março ultimo, entendo dever algumas considerações sobre o assumpto de que n'ella se trata. São as seguintes :

E' realmente graciosissimo que, pretendendo-se dar como reprovadas pela direcção dos correios algumas das sobrecargas postaes de S. Thomé, se addusa a doutrina inserta em uma portaria que julga *especulação commercial* a compra, por um só individuo, de 2:500 sellos da taxa de 5 réis, dando logar ás sobretaxas de 5 sobre 10 réis e 5 sobre 20, e, que, justamente, sejam estas as unicas que se capitulem de boas e authenticas. Será que, findas que sejam, se deem, por sua vez, no numero das que *illudiram a nossa boa fé?*

Eu, pasmo perante a audacia com que um *quidam* atira á margem os sellos que teem legalidade e houveram curso official, a par que annuncia, a preços fabulosos, aquelles que o governo atirou ao barril do lixo. Pois as sobrecargas de S. Thomé, que os governadores da provincia authorisaram, que franquearam correspondencia postal, são classificadas sem valor para o colleccionamento dos sellos postaes, emquanto que, os erros que a Casa da Moeda cuidadosamente separou para o refugio, por não poderem ter curso postal, são vendidos a preços enormes? Que se julgará da intelligencia e discernimento do colleccionador portuguez?

E falla-se em explorações, e sob tal pretexto, se pretende reprovar o que o governo aceitou!

E' o argueiro sempre, e a trave nunca!...

Exploração! E irrita-se porque necessidades de serviço publico, que não para sustentar festas e gaudios, se sobretaxaram em S. Thomé alguns sellos!—terribillissima especulação!—sellos abusivos!—Lembra-se V. Ex.^a dos annuncios, *«Grande acontecimento»* quando se creava a serie para umas festas e um monumento, no Porto!

Sellos abusivos e especulativos os sobretaxados de S. Thomé! E, no entanto, affiança-se que, se os sellos antoninos se fizessem das taxas de 2 1/2, 5, 10, 15, 20, 25, 50, 75, 80 e 100 réis, produziram 382:500\$000!!!!. Não ha pontos de admiração bastantes para a contradicção, nem para os 382:500\$000 réis, vendidos em sellos Antoninos, ainda quando os fizessem de molho de vilão. Indica isto que nem ha a convicção da verdade arredando do colleccionamento as sobretaxas de S. Thomé, por especulativas, quando se applaudem os sellos que realmente o são, nem se percebe de philatelia quando, estouvadamente, se annuncia *um grande acontecimento* que dá em resultado o não se haver vendido, sequer, metade do stock. E, como remate d'essa ignorancia, o afirmar-se a venda de 382:500\$000 em sellos Antoninos que hão-de, a seu tempo, *inejar a espantossissima felicidade* que, *comparativamente*, tiveram os Henriquinos.

Lidos os jornaes estrangeiros, já os Antoninos ficaram de rastos. Algo se aprendeu e não mais se fallou n'um milhão de colleccionadores! Ha sempre perigo em se fallar *ex cathedra*, quando se não é *magister*.

Em rigor, V. nem necessitava deffender-se, porque o jornal que lhe dirige censuras, desde o seu principio se acha, em quasi tudo, em flagrante e permanente contradicção. V. Ex.^a viu o dito jornal, creio que no seu primeiro numero, prometter aos seus Deuses jámais fazer questões pessoases; e, V. e todos os que sabem ler nas entrelinhas teem ali visto as personalidades sempre em jogo. V. foi mais infeliz porque, entendendo-se se podiam basear n'uma mal interpretada portaria, era menos perigoso atiral-o ás fêras, nitidamente.

Liquide pois V., em attenção ao publico, este assumpto, transcrevendo as certidões que me mostrou, lembrando se que não deve continuar questões que só lhe trazem transtornos de toda a ordem.

De V. Am.^o Att.^o Ven.
José Pinto Castello Branco.

* * *

Meu prezado amigo:

Recorreu V. á minha humilissima pessoa e appellou para a insignificantissima competencia philatelica que suppoz eu possuir para lhe dar a minha opinião ácerca das sobrecargas de S. Thomé que haviam sido classificadas *como especulativas e sem valor algum philatelico*, pois que publicamente o accusavam de auctor d'essas sobretaxas; e teve ainda a amabilidade de apresentar-me documentos que melhor podessem illucidar-me.

Satisfazendo ao seu pedido, li e estudei cuidadosamente o assumpto que se me apresentava e, em consciencia lhe declaro, que estou convencido de que as sobrecargas de S. Thomé devem considerar-se authenticas e com todo o valor philatelico que tem sido dado a tantas outras quer portuguezas, quer estrangeiras, pois ainda nos grandes paizes, a sobrecarga tem não poucas vezes sido o recurso unico para satisfazer necessidades de momento.

A interpretação do officio da direcção geral dos correios é diversa, segundo o meu modo de vêr, da que lhe foi dada pelo seu accusador; a *especulação mercantil* citada no officio alludido, é evidentemente a compra feita por um inglez de 2:500 estampilhas da taxa de 5 réis e não poderá, sem esforço inadmissivel, pretender-se que se referisse ás sobrecargas por isso que estas foram legalmente auctorizadas por quem de direito podia faz-l-o. Que se evitassem repetições do facto, perfeitamente d'accordo, mas d'aqui a arrogar-se uma censura ao administrador dos correios da provincia vae distancia grande e muito grande.

Portanto não faça caso d'uma accusação que não tem fundamento sério e deixe-a de parte, como deve sempre fazer se á má lingua da nossa terra que já vae tendo fóros de proverbio.

Creia-me.

SJC Março 31 de 1895.

Am.^o sincero e obrigado.
Palermo de Faria.

Expertise

Il y a en Portugal dans le marché, un grand nombre de timbres falsifiés, soit en fait de surcharges, soit même obliteration.

Nous nous mettons **gratuitement** à la disposition de tous ceux que voudront accepter nos services pour l'**Expertise** des surcharges de S. Thomé.

Nous sommes convaincus que probablement ou cherchera, à nuire aux véritables surcharges, en établissant la confusion, afin de pouvoir vendre en masse toutes sortes de contrefaçons.

J. A. da Silva.

Rua Aurea 118, Lisbonne.

Documentos officiaes

1.^o

Passe de que constar não havendo inconveniente.

Secretaria d'Estado dos Negocios da Marinha e Ultramar em 26 de março de 1895.

Francisco Costa.

Senhor.

Joaquim Augusto da Silva, Administrador aposentado dos Correios da provincia de S. Thomé e Principe, tendo sido arguido por um negociante de sellos d'esta capital, em um jornal Philatelico, de que os sellos de 40 réis que foram alterados para 50 réis, na Ilha do Principe não eram officiaes, mas sim uma especulação mercantil, vem respeitosa-

Pedir a Vossa Magestade a Graça de ordenar que pela Secretaria dos Negocios da Marinha e Ultramar lhe seja passada por certidão, o theor do officio n.^o 285 de 25 de agosto de 1891, expedido pela extincta Direcção Geral dos Correios para o mencionado Administrador, cuja minuta se acha archivada na referida Secretaria d'Estado.

Lisboa 18 de Março de 1895

E. R. M.^c

Joaquim Augusto da Silva

Certifico, em virtude do despacho retro, que de um livro que pertenceu á segunda secção da segunda repartição da extincta direcção geral dos correios telegraphos e pharoes, e que foi transferido para esta Secretaria d'Estado em virtude das disposições do decreto de vinte de agosto de mil oitocentos e noventa e dois consta que o officio a que o supplicante se refere é do theor seguinte:

Ministerio das Obras Publicas Commercio e Industria = Direcção geral dos Correios, Telegraphos e Pharoes = Serviço Ultramarino-segunda repartição-segunda secção-Numero duzentos e oitenta e cinco. Illustrissimo e Excellentissimo Senhor. — Em referencia ao seu officio numero setenta e sete de dois de julho ultimo, participo a Vossa Excellencia para seu conhecimento, que esta repartição approva o alvitre que apresentou a sua Excellencia o Governador d'essa provincia, relativamente á forma de franquiar as correspondencias na ilha do Principe, quando ali se deu a grave falta de não haver sellos postaes de vinte e cinco e cinquenta réis, visto reconhecer que em taes circunstancias não haveria outro expediente melhor a tomar sem prejuizo do serviço e do publico. A mesma repartição espera do comprovado zelo e intelligencia de Vossa Excellencia que não se repetirá caso identico, tomando para esse fim as mais rigorosas providencias que tal serviço exige. Deus Guarde a Vossa Excellencia — Segunda repartição da Direcção geral dos Correios e Telegraphos em vinte e cinco de agosto de mil oitocentos e noventa e um. Illustrissimo e Excellentissimo Senhor Administrador dos correios da provincia de S. Thomé e Principe. — O chefe da repartição. — Pedro d'Alcantara Vidoeira. — E para constar fiz passar a presente certidão que vae por mim assignada e sellada com o sello das armas reaes, que serve n'esta Secretaria d'Estado.

Secretaria d'Estado dos Negocios da Marinha e Ultramar em 27 de março de 1895.

Francisco Rengel de Lima.

27 de março de 1895.

Chefe da 6 repartição

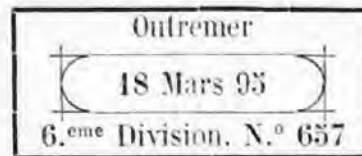
Pg. mil cento e vinte e cinco réis de emolumento e impostos addicionaes, conforme a guia n.^o 303 do corrente anno.

Teixeira

Traduction

1.^o

Sire



(Depêche)

Servi en règle, sauf inconvenient.

Secretariat de l'Etat pour les affaires de la Marine et de l'outremer, le 26 Mars 1895.

(signé) Francisco Costa.

Joaquim Augusto da Silva, administrateur, en retraite, des

postes de la province de S. Thomé e Principe a été accusé par un marchand de timbres poste de cette capitale, dans un journal philatélique, d'avoir faussement assuré, que les timbres de 40 réis avaient été altérés pour le taux de 50 réis à l'île du Principe: et encore qu'il n'y avait aucune mesure officielle sur le fait; l'affirmation du soussigné ne signifiant qu'une spéculation de commerce. Sur ce qu'il rien

Prie Votre Majesté de lui faire la grace d'ordonner que le secrétariat des affaires de la Marine et de l'outremer fournisse en certificat le contenu de sa communication officielle, sous n.º 285 du 25 Août 1891, renforcée sous expédition de la Direction Générale des postes à lui adressée; et dont la minute est en-archivée au dit secrétariat.

Lisbonne le 18 Mars 1895.

E. R. M.^{ce}

(Espère bienveillante justice)

(signé) Joaquim Augusto da Silva.

Sous dépêche retro, je certifie:

Que d'après un livre provenant de la deuxième section de la deuxième division de la Direction Générale des Postes, des Télégraphes et des Phares, aujourd'hui éteinte; e dont les attributions ont été transférées à ce secrétariat d'Etat par les dispositions du Décret du vingt Août de mille huitcents quatre vingt douse, le contenu de la communication officiel à laquelle le signataire se rapporte est comme suit:

Ministère des travaux publics du commerce et de l'industrie — Direction Générale des postes, des télégraphes et des phares — Service de l'outre mer — Deuxième division — deuxième section — Numero deux cents quatre vingt cinq.

Illustrissimo Excellentissimo Senhor:

Par rapport à votre communication sous numero soixante dix-sept en date du deux juillet prochain passé, j'ai à vous communiquer que cette division approuve la mesure que lui a été proposée par son excellence le Gouverneur de cette province, au sujet de la forme d'affranchissement des correspondances à l'île du Principe à l'époque ou les timbres postes de vingt cinq réis et de cinquante réis y ont complètement disparu.

Il est évident que dans des circonstances aussi graves c'était la meilleure, on plutôt la seule mesure à prendre, à l'intérêt du service public.

Cette division espere aussi de votre zèle et de votre intelligence qu'à l'avenir vous prendrez d'avance toutes mesures nécessaires pour éviter la répétition de ce fait.

Que Dieu garde à votre excellence

Deuxième Division de la Direction Générale des postes, des télégraphes et des phares, le vingt cinq Août mille huit cents quatre vingt onse.

Illustrissimo Excellentissimo Senhor administrateur des postes de la province de S. Thomé e Principe. — Le chef de division (signé) Pedro d'Alcantara Vidoeira.

En foi de quoi j'ai fait donner ce certificat, sous ma signature et portant le grand timbre de ce secrétariat.

Secrétariat d'Etat des affaires de la marine et de l'outremer le 27 Mars 1895.

(signé) Francisco Rangel de Lima
chef de division

Emoluments et impôt additionel cent vingt cinq réis payé voir note sous n.º 303 de la courant année.

(signé) Teixeira.



2.º

Extrahido do Boletim Official do Governo da Provincia de S. Thomé e Principe de sabbado 27 de junho do anno de 1891: Numero 26.

Administração dos Correios da Provincia—Serviço Postal.

Em virtude das ordens dimanadas da secretaria geral do governo esta administração faz publico, que por deliberação de sua ex.ª o governador da provincia foi mandado alterar, por ordem telegraphica, o valor dos sellos postaes de taxa de 40 réis para 50 réis, na direcção do Correio da ilha do Principe, visto a urgencia do serviço postal assim o reclamar. Administração dos Correios em S. Thomé, 23 de junho de 1891. O Administrador Joaquim Augusto da Silva

3.º

Extrahido do Boletim Official do Governo da Provincia de S. Thomé e Principe de sabbado 1 de Outubro do anno de 1892.

Administração dos Correios—Serviço postal.

Achando-se em vigor n'esta provincia pelo artigo 7.º do Decreto de 2 de junho ultimo, a tabella n.º 1 que faz parte do Decreto de 29 de junho de 1886, e, não havendo na provincia os sellos postaes de 2 1/2 réis mencionados na citada tabella, foi resolvido por ordem de sua ex.ª o governador da provincia, que se alterasse o valor para 2 1/2 réis, dos sellos das taxas de que haja maior numero em deposito para occorrer ás necessidades do serviço. As correspondencias a expedir com os sellos acima serão apresentadas n'esta repartição para serem franquiadas pelo empregado encarregado da sua venda.

Administração dos Correios em S. Thomé, 27 de setembro de 1892. O Administrador Joaquim Augusto da Silva.

2.º Traduction

Extrait du Bulletin Officiel du Gouvernement de la Province de St. Thomas e Prince du samedi 27 juin de l'année 1891. Numero 26.

Administration des postes de la Province.—Service postal.

En vertu des ordres émanant de la secretairerie général du Gouvernement, cette Administration fait savoir que par delibération de Monseieur le Gouverneur de la Province il a été ordonné, par voie télégraphique, de changer la valeur des timbres postaux de la taxe de quarente réis pour cinquante réis dans la direction des postes de l'île du Prince, vu que l'urgence du service postal ainsi le réclame. Administration des postes à St. Thomas, le 23 juin 1891. L'Administrateur, Joaquim Augusto da Silva.

3.º

Extrait du Bolletin officiel du Gouvernement de la Province de St. Thomas e Prince de samedi premier de Octobre de l'année 1892. Numero 40.

Administration des postes.—Service postal. D'après l'article 7 du décret du 2 juin dernier, le tarif n.º 1 qui fait partie du décret du 29 de juin 1886 se trouvant en vigueur dans cette province, les timbres postaux de 2 1/2 réis mentionnés, dans le sus dit tarif n'existant pas dans la province il-a été, par ordre de Monsieur le Gouverneur de la province décidé que la valeur des timbres des taxes dont il existe le plus grand nombre en dépôt sera changé pour 2 1/2 réis, afin de faire face aux nécessités du service. Les correspondances à expédier avec les timbres ci dessus désignés seront présentées en ce bureau pour être affranchies par l'employé chargé de la vente des timbres. Administration des postes à St. Thomas le 27 septembre 1892. L'Administrateur Joaquim Augusto da Silva.

Pour traduction certifiée conforme à l'original écrit en langue portugaise dont la copie est ci-joint. Lisbonne le 21 Mars 1895. Le commis de Chancellerie. E. Martins de Paiva.

Vu pour légalisation de la signature apposée ci-dessus de Mr. E. Martins de Paiva Commis de Chancellerie attaché à la Chancellerie de la Légation de France en cette ville.

Lisbonne le 21 Mars 1895.

Pur le Ministre de la République, — Par Délégation Le consul de France H. Desmartil.

Como foram feitos os Provisorios de S. Thomé e Principe

Escusado será tratarmos dos provisorios de 5/10 réis e 5/20 réis, visto que são estes os unicos que o Sr. F. A. Martins acha *authenticos* e não *especulativos*; passaremos pois a informar os philatelistas de como foram feitos os de 50/40 na ilha do Principe e os de 2 1/2 sobre 5—10 e 20 réis na ilha de S. Thomé.

Estando fundeado na ilha do Principe um paquete da carreira, que no dia immediato devia chegar a S. Thomé, recebeu o administrador dos correios da provincia, do Director do Correio d'aquella ilha, o seguinte telegramma:— «Não ha sellos postaes taxa 25 e 50 réis, ha só de 40—100—200 e 300; peço providencias.» Depois de alguma correspondencia trocada entre o administrador dos correios e o governador da provincia, pediu aquelle funcionario para S. Ex.ª ordenar que a canhoneira de guerra que estava fundeada no porto fosse á ilha do Principe, levar os sellos que faziam falta; S. Ex.ª respondeu que a canhoneira não podia fazer essa viagem tão rapida como a urgencia do serviço reclamava e que por isso propuzesse providencias mais practicas que se podessem adoptar, afim de se transmittirem pelo telegrapho.

N'estas condições só havia o unico meio que se apon-tou em ultimo caso e que foi posto em execução, a alteração do valor dos sellos de 40 réis para 50 réis, e n'esse sentido se deram as ordens competentes, pelo telegrapho, ao director do correio da ilha do Principe.

Tratemos agora do 2 1/2 sobre 5—10 e 20 réis. O artigo 7.º do decreto de 2 de junho de 1892 publicado no Boletim Official da provincia n.º 26 de 25 de junho do mesmo anno, mandou pôr em vigor nas provincias ultramarinas a tabella annexa ao decreto de 29 de junho de 1886 onde designa o sello de 2 1/2 réis para franquia de jornaes. Nas colonias, como é sabido, o minimo da taxa dos sellos postaes era de 5 réis; como dar cumprimento á nova lei? O que se fez nas outras colonias? Sobretaxar sellos para 2 1/2 réis, visto estar creada esta taxa e o governo não mandar, juntamente com o decreto, os sellos respectivos.

Ainda assim, esperou-se pelos sellos da metropole desde 25 de junho de 1892, em que foi posta em vigor na provincia a nova lei, até 1 de outubro seguinte, isto é, 3 mezes e 6 dias depois da lei vigorar.

Vê-se, pois, evidentemente, o firme proposito de evitar se fizesse a sobretaxa.

Como, porém, o publico reclamasse e se estivesse franquiando jornaes com o sello de 5 réis, quando a lei determinava essa franquia com o sello de 2 1/2 réis, o governador, em vista d'esta reclamação, que entendeu justa, mandou proceder á sobretaxa em alguns sellos de 5—10 e 20 réis para 2 1/2 réis e que eram affixados na correspondencia pe-

lo empregado encarregado da sua venda e inutilizados por este, acto continuo. Esta providencia foi para que qualquer individuo não comprasse todos os sellos de uma só vez, ficando o publico prejudicado e a fazenda. Ainda assim, a venda d'estes sellos durou apenas 2 horas, se tanto, mandando o governador sobretaxar mais 2000 sellos de 25 réis para 2 1/2 réis, que recolheram á fazenda por ordem do mesmo governador, depois de sobretaxados, visto o administrador dos correios informar S. Ex.^a de que estes sellos teriam igual duração dos outros e que por esta forma se esgotaria o Stock dos sellos da provincia; e que para obviar a este inconveniente se pozesse um carimbo nas cintas dos jornaes com a palavra *franca* visto os jornaes serem para circular na provincia, o que se fez.

Os sellos de 2 1/2 sobre 25 não tem pois valor algum nem real, nem philatelico, por isso que não circularam no correio, e depois do administrador dos correios e o inspector da fazenda terem sahido da provincia, um individuo qualquer comprou-os ao preço de 25 réis cada um, como se não tivessem sobrecarga, não tendo portanto, a sobrecarga de 2 1/2 sobre 25 réis, nenhum valor por não ter tido approvação, nem curso postal. Ficam d'isto prevenidos os negociantes e colleccionadores.

As sobrecargas de 2 1/2 réis foram feitas com dois carimbos especiaes. As primeiras com tinta preta, á excepção do 2 1/2 sobre 25 réis, que foi sempre a verde. Quando estava quasi prompto o numero de sellos que se sobretaxaram viu-se que a tinta preta desaparecia; resolveu-se então que os restantes sellos fossem sobretaxados com tinta verde a oleo, motivo porque ha tantas variedades. Depois dos sellos sobretaxados foram para a repartição de fazenda para conferir (o que não podia deixar de se fazer visto tratar-se de desvalorizar sellos de taxas superiores), e só depois d'esta conferencia, e de se tomarem as devidas notas nos livros da fazenda, se authorizou a sua venda no correio.

Comment les provisoires de S. Thomé et Príncipe ont été produits

Nous ne reviendrons pas sur la question des provisoires de 5 sur 10 réis et de 5 sur 20 réis, puisque Mr. F. A. Martins les considère authentiques, *et pas spéculatifs*; nous passerons, donc à faire connaître aux philatélistes comment les provisoires de 50 sur 40 réis à l'île du Príncipe, et ceux de 2 1/2 sur 5, 10 et 20 réis, à l'île S. Thomé ont été produits.

Un des paquebots de la ligne ordinaire était en rade à l'île du Príncipe, devant partir pour mouiller le lendemain à S. Thomé, lors que l'administrateur des postes de la province reçut une dépêche expédiée par le Directeur de la poste au Príncipe en lui disant:

Il n'y a plus ici de timbres de 25 et de 50 réis il n'en restant que de 40, 100, 200 et 300 réis. Il faut prendre une mesure.

Il s'en suit de la correspondance échangée entre l'administrateur des postes et le gouverneur de la province, dans laquelle le fonctionnaire postal tenait à faire partir pour l'île du Príncipe le vaisseau de guerre portugais qui était à S. Thomé, au service de la colonie, pour faire l'envoi des timbres que étaient demandés.

Le gouverneur répondit que le vaisseau n'arriverait pas à temps; et que par conséquent qu'il attendait qu'une mesure tout-à-fait pratique lui fut proposée: et qu'il ordonnerait par dépêche télégraphique l'adoption de cette mesure.

Dans ces conditions, l'administrateur des postes, ne connaissant pas d'autre moyen, proposa le changement de valeur des timbres de 40 pour 50 réis, ce que le gouverneur approuva; et le directeur de la poste à l'île du Príncipe reçut des ordres par dépêche télégraphique pour mettre les timbres ainsi surchargés en circulation.

Voyons maintenant l'affaire de la surcharge de 2 1/2 sur 5, 10 et 20 réis:

L'article 7.^{me} du décret du 2 Juin 1892, publié dans le «Bulletin Officiel de la province de S. Thomé n.º 26 du 25 du même mois, mettait en vigueur dans les colonies d'outremer le tarif annexé au décret du 20 Juin 1886, où le taux de 2 1/2 réis était établi pour l'affranchissement des journaux.

On sait bien que à cette époque le taux minimum des timbres des colonies portugaises était de 5 réis.

Comment pourrait on mettre en execution la loi sans avoir les formules de 2 1/2 réis?

Dans toutes les autres colonies portugaises on prit la mesure de faire des surcharges, car le décret n'avait pas été suivi d'un envoi de formules de 2 1/2 réis; qu'il a fallu attendre jusqu'au premier Octobre de la même année; soit 3 mois et 6 jour après la publication de la loi.

On hesita pendant une court période, ce qui rend évident que l'on désirait éviter la surcharge; mais le public réclamait contre le fait d'être obligé à affranchir avec le taux de 5 réis ce qui la loi lui accordait pour 2 1/2; et en conséquence le gouverneur, voyant que les réclamations étaient

tout à fait justes, ordonna que l'on fit des surcharges de 2 1/2 sur quelques timbres de 5, 10 et 20 réis.

Ces timbres surchargés étaient fixés par l'employé des postes qu'était chargé de les fournir au public, et qui les tamponnait sur le champ.

Ils furent vendus au public pendant 2 heures à peine.

Le gouverneur ordonna alors la surcharge de 2 1/2 réis sur 2000 timbres du taux de 25 réis, qu'il fit recueillir bien tôt après, sur l'observation que l'administrateur des postes lui offrit de ce que ces timbres disparaîtraient à l'instant, et que dans un court délai le stock en serait épuisé dans la province.

Une nouvelle mesure fut adoptée ensuite;

Les bandes des journaux étaient marquées avec un cachet portant le mot *franca*, et ainsi ils pouvaient suivre leur cours dans la colonie.

Les timbres de 25 réis surchargés, de 2 1/2 comme nous avons dit plus haut, n'ayant pas en une circulation postale en règle sont considérés comme de nulle valeur, — valeur réelle, ou philatélique, et cependant, après le départ de l'administrateur des postes, et l'inspecteur des recettes pour la métropole, un individu a acheté toutes ces timbres au prix primitif de 25 réis pièce tout à fait comme s'ils n'avaient pas été surchargés de 2 1/2 réis.

La surcharge sousdite n'étant pas approuvée, ces timbres ne représentent pas des formules postales livrées à circulation: les marchands et les collectionneurs doivent prendre garde à ce fait.

Toutes les surcharges de 2 1/2 réis ont été faits au moyen de deux cachets spéciaux; d'abord à l'encre noire, — celles de 2 1/2 sur 5 réis exceptées — et après, toujours à l'encre verte, en conséquence du fait qui a été constaté, de l'effacement de l'encre noire.

Pour avoir la certitude de employer une encre inaltérable les dernières surcharges ont été faites à la couleur verte à l'huile.

Ce que nous venons de dire expliquera la variété de formes de ces surcharges.

Tous les timbres surchargés ont été vérifiés par le collecteur des recettes publiques; qui dressa son procès à propos de la baisse de valorisation qui en résultait; et ce ne fut qu'après cette formalité légale qu'ils ont été autorisés pour être livrés au public.

Stanley Gibbons

Valor da sua opinião

Tendo tido noticia de que para a casa Stanley Gibbons Limited, de Londres, haviam sido mandadas informações menos serias com respeito ás sobrecargas de S. Thomé e Príncipe, dirigi-me áquelle importante estabelecimento philatelico, offerecendo-lhe a troca por sellos que não tinha na minha colleção, de algumas sobrecargas de S. Thomé, principalmente as de 2 1/2 sobre 5, 10 e 20 réis, não com a intenção de fazer a troca, mas de provocar explicações que me illucidassem acerca do boato que chegara ao meu conhecimento.

Não era, na verdade, simples boato, pois adquiri a certeza em vista da resposta da casa Stanley Gibbons, que para Londres se haviam desacreditado as sobrecargas de S. Thomé, por isso Stanley Gibbons lhe chamou *in-officiaes*.

Em vista d'esta resposta reuni e mandei traduzir para inglez os documentos officiaes, authenticados no consulado britannico, em que se demonstra serem officiaes as sobrecargas e a sua authorisação legal, pedindo licença para tornar publica a resposta que me fosse dada.

A carta que acompanhou os documentos enviados a Londres é a seguinte:

Lisboa 18 de março de 1895.

Ill.^{mo} Sr. Stanley Gibbons Limited.

Acabo de receber a sua carta de 6 do corrente, devolvendo-me os sellos de sobrecargas de S. Thomé e Príncipe que lhe offereci para trocas, e na qual me diz que estes sellos não são officiaes, porquanto, *segundo informações* recebidas, é possível que estes sellos sejam feitos em Lisboa.

Tendo eu em tempo realisado com V. S.^a trocas d'estes sellos, offereci-lh'os agora de novo, exactamente para provocar a declaração que acabo de receber, e que para mim constitue um documento valioso, pois que, sendo V. S.^a um dos principaes negociantes de sellos, necessariamente seria dos primeiros a quem se dirigiria o sr. Faustino A. Martins, inimigo d'aquelles sellos, o qual, directa ou indirectamente, deu tão erradas informações.

Ha pouco mais de um anno, tendo regressado de S. Thomé onde fui administrador dos correios da provincia, encontrei-me com o sr. Faustino A. Martins, e fui por elle convidado para uma entrevista que teve logar no Café Tavares, de Lisboa, sendo o assumpto da conversação do sr. Martins unicamente as sobrecargas de S. Thomé, concluindo aquelle sr. por instar commigo para que lhe cedesse todo o meu Stock d'estes sellos, afim de elle os negociar no estrangeiro. Não accedi ao seu pedido, nem mesmo me convinham as condições do negocio, que necessariamente haviam de ser-me prejudiciaes, porquanto aquelle honesto negociante por mais

d'uma vez me tinha prejudicado, aproveitando a minha pouca experiencia de então, em assumptos philatelicos, e, além d'isso, tendo-me feito colleccionador, reservava esses sellos raros para trocas. Eis a razão de todo o despeito do sr. Martins, e o motivo porque declarou guerra accintosa ás sobrecargas de S. Thomé, (de que elle apenas tem duas series que eu lhe cedi, letras grandes e letras pequenas, uma para a sua colleção e outra para um seu amigo intimo), não duvidando comprometter a sua notoriedade de negociante dando informações erradas, e tentando desacreditar aquelles sellos, simplesmente no estrangeiro, porque cá no paiz todos o conhecem, e comprehendem o motivo do seu despeito.

Remetto-lhe os documentos officiaes relativos á emissão das sobrecargas de S. Thomé, que se fizeram em tempo em que eu exerci o logar de administrador dos correios da provincia, devidamente legalizados na legação ingleza.

Pelos referidos documentos V. S.^a verá que as sobrecargas de S. Thomé são tudo que ha de mais official, e por consequencia infundadas as insinuações do sr. Faustino A. Martins.

Rogo-lhe me devolve em carta registrada, depois de examinados, os documentos que lhe remetto junto. Tenho tenção de responder as maldosas insinuações do sr. Faustino A. Martins, e de fazer publicar os ditos documentos bem como a nota detalhada da emissão das sobrecargas de S. Thomé em questão, que terei muito gosto de lhe enviar.

Peço-lhe de submeter os documentos de que lhe fallo á mais importante sociedade philatelica ingleza, afim de poder julgar d'esta questão.

Peço-lhe, finalmente, auctorisação para publicar a sua carta de 6 do corrente.

De V. S.^a Att.^o V. O.^o

J. A. da Silva. — R. Aurea, 118 Lisboa

* * *

Demorou-se muito além do que me era licito esperar a resposta de Stanley Gibbons, pois a minha carta datada de 18 de março só teve resposta em 6 de abril, depois d'um telegramma em que instava pela solução do meu pedido.

A carta teria pois tempo de tornar a Lisboa e voltar para Londres!...

E cousa singular, não é auctorisada a publicação da resposta, o que na verdade sinto, para os leitores apreciarem a maneira por que a casa Stanley Gibbons, Limited, trata assumptos d'esta ordem, negociando em larga escala e sendo o seu unico commercio a venda e troca de estampilhas!

De hoje em deante as nossas relações com Stanley Gibbons ficam absolutamente cortadas pelo receio de em troca recebermos algumas sobrecargas *in-officiaes*, das que tanto abundam nos mercados estrangeiros. A minha colleção philatelica é pequena, mas tenho feito sempre, e continuarei a fazer, a diligencia para que não figurem alli estampilhas duvidosas.

Os nossos leitores que leiam com attenção os documentos que publico e que façam o seu juizo com justiça e imparcialidade, pois de tão desagradavel assumpto não voltarei a occupar-me.

Traduction

Ayant appris qu'on avait envoyé à la maison Stanley Gibbons limited de Londres des informations peu sérieuses au sujet des surcharges de S. Thomas et du Prince, je me suis adressé à cet important établissement philatélique lui offrant de changer, contre des timbres que je n'avais pas dans ma collection, quelques surcharges de S. Thomas, principalement celles de 2 1/2 sur 5, 10 et 20 reis non dans l'intention de faire l'échange mais pour provoquer des explications qui jetteraient un peu de lumière sur le bruit qui m'était parvenu. Et réellement, ce n'était pas un simple bruit, car par la réponse de la maison Stanley Gibbons, j'ai acquis la certitude qu'à Londres on avait décrié les surcharges de S. Thomas; c'est par cette raison que Stanley Gibbons les appelait *in officielles*.

Vu cette réponse, j'ai réuni et fait traduire en anglais les documents officiels, authentiqués au consulat d'Angleterre, dans lesquels il est démontré que les surcharges sont officielles et que leur autorisation est légale, demandant la permission de rendre publique la réponse qui me serait donnée.

Lisbonne le 18 Mars 1895.

Messieurs Stanley Gibbons, Limited. — Londres.

Messieurs.

Je viens de recevoir votre honoree du 6 courant en me retournant les surcharges de «S. Thomé e Principe» que je vous avais envoyées pour échanger; d'après votre lettre les dites surcharges sont *in officielles*, puisque d'après des renseignements reçus, il est probable qu'elles soient fabriquées à Lisbonne.

Ayant, dans le temps, échangé ces timbres avec vous, je venais maintenant vous les offrir à nouveau, précisément dans le but d'obtenir le témoignage que je viens de recevoir de vous, et qui devient pour moi une pièce précieusement valable, puis que étant votre maison une des premières dans le commerce des timbres devrait être aussi des premières à qui s'adresserait Mr. Faustino A. Martins, honnête ennemi des dits timbres le quel soit directement par l'entremise de son journal «O Philatelista» soit indirectement au moyen de ses correspondants, a toujours donné des renseignements erronés aux philatélistes; en voici le pourquoi.

Il y a une année d'environ, à l'époque de mon retour de S. Thomé, où j'ai été le directeur des postes de la province, j'ai entamé des relations avec Mr. Faustino A. Martins et j'ai été invité par lui pour un *entrevue*, dont le sujet ont été les surcharges de S. Thomé dont le dit sieur désirait à l'outrance prendre toutes celles qui j'avais dans mon stock, dans le but d'en faire le place-

ment à l'étranger. Je n'ai pas accédé aux instances de Mr. Martins, d'autant plus que ne me convenaient pas les conditions de l'affaire qui devait assurément m'être nuisible puis que cet honnête marchand m'avait déjà causé des préjudices, en profitant mon peu d'expérience sur des affaires philatéliques; en outre commençant à être collectionneur j'ai résolu de les garder puis que étant assez rares je les échangerais contre d'autres rares aussi.

Voici Messieurs la seule raison du dépit de Mr. Martins et pourquoi il a déclaré la guerre taquine aux surcharges de S. Thomé, dont il n'a eu jamais que deux séries, que je lui ai cédé, à petites et grosses chiffres, une étant pour sa collection et l'autre pour celle d'un ami. Voici pourquoi il n'a pas douté de risquer sa notoriété de marchand, en donnant de mauvais renseignements et tâchant de faire croire dans l'étranger que les timbres en question n'étaient que des fumisteries, seulement dans l'étranger, car dans notre pays il n'y a pas un seul collectionneur qui méconnaisse Mr. Faustino A. Martins et sa belle manière de traiter les affaires, comprenant bien pour cela les raisons du dépit du dit Sieur.

Inclus vous trouverez les documents officiels, concernant l'émission des surcharges de S. Thomé faites pendant mon administration aux postes de la province, dûment legalisés à la légation anglaise.

Par les dits documents vous verrez que les surcharges sont tout ce qu'il y a de plus officiel et conséquement peu vraies toutes les insinuations de Mr. Faustino A. Martins.

Veillez me retourner par lettre recommandée, après inspection les documents que je vous envoie sous ce plis. J'ai l'intention de répondre aux malveillantes insinuations de Mr. Faustino A. Martins et de faire publier les dits documents bien que la note détaillée de l'émission des Surcharges de S. Thomé et j'aurai alors le plaisir de vous en faire remise.

Je vous prie de bien vouloir soumettre les documents dont je parle, à la plus importante société philatélique anglaise afin qu'on y puisse juger la question. Je vous remercie d'avance.

Je vous demande la permission de faire publier votre lettre du 6 courant.

Veillez agréer Messieurs l'assurance de ma plus haute estime et consideration, en m'excusant en même temps le trouble.

Votre bien sincèrement dévoué

Rua Area, 118.—Lisbonne. J. A. da Silva

Administration of posts of the province Postal service

In virtue of orders emanating from the officie of the Governor this administration notifies that with the consent of His Excellency the Governor of the province the value of the postage Stamps of 40 reis in the post office of the island of Principe was by telegraphic order altered to 50 reis seeing that the needs of the postal service required it.

Administration of postes S. Thomé 23rd june 1891 The administrator. Joaquim Augusto da Silva.

Administration of posts Postal service

The table n.º 1 which forms part of the decree of the 29th june 1886 being by the 7th article of the decree of the 2nd of june last, Still in vigour, and there being in the province no postage stamps of 2 1/2 reis mentioned in the said table, it has been resolved by order of His Excellency the Governor of the province that the stamps of the values of which there are the greatest member in stock should be altered to the value of 2 1/2 reis, in order to meet the requirements of the service.

All correspondence to be forwarded with the above stamps should be presented at this post office in order to be franked by the clerk entrusted with their sale.

Administration of Postes S. Thomé 27th Setember 1892.

The administrator, Joaquim Augusto da Silva.

I Francis Henry Cowper Her Britannie Majesty's Consul at Lisbon. Do hereby certify the foregoing to be a true and faithful transtation of two extracts in the Portuguese language taken from the official Bulletins of the Government of the Province of S. Thomé and Principe dated respectively the 27th june 1891 and the 1st October 1892, Which were exhibited to me and by me desly compared.

Given under my Hand and seal of office at Lisbon this twentieth day of March 1895.

Francis H. Cowper H. Briths Consul.

Voici la lettre qui accompagne les documents envoyés à Londres:

La réponse de Stanley Gibbons a tardé plus qu'on aurait dû s'y attendre, car je n'ai reçue la réponse à une lettre datée du 18 Mars que le 5 Avril, après un télégramme demandant instamment la solution de ma demande. La lettre aurait donc eu le temps de revenir à Lisbonne et de retourner à Londres!...

Et, ce qui est singulier, c'est qu'on n'y autorise pas la publication de la réponse; vraiment, je le regrette, les lecteurs auraient pu voir comment les affaires sont traitées par la maison Stanley Gibbons qui s'en occupe en grand, et dont le seul commerce est la vente et l'échange de timbres!

À partir d'aujourd'hui, nos relations avec Stanley Gibbons sont complètement rompues, de peur de recevoir dans les échanges, quelques unes de ces surcharges *in officielles* que abondent aux marchés étrangers. Ma collection philatélique est petite, mais j'ai toujours tâché et tâcherai qu'il n'y ait point de timbres douteux.

Que nos lecteurs lisent avec attention les documents que je publie et qu'ils jugent avec justice et impartialité, car je ne reviendrai pas sur cette affaire si désagréable.